



En partenariat avec

Canada



Projet

Dou Touloma

Femme, Pilier de la famille

2021-2026

Une ambition claire

Renforcer l'autonomisation socioéconomique et le bien-être des agricultrices dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Dioïla et San au Mali, en agissant simultanément sur les capacités individuelles, les organisations agricoles et l'environnement institutionnel.

alliance agricole
INTERNATIONALE

Socodevi



UPADI
DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL



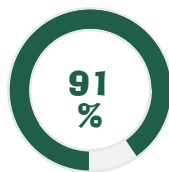
Les impacts

10 107

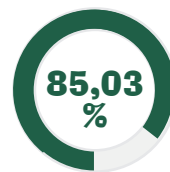
Agricultrices
avec un niveau
d'autonomisation
élevé



des femmes
ont adopté des
pratiques clima-
to-intelligentes



des femmes
ont accès à des
ressources
productives
adaptées



des ménages
associent les
femmes aux
décisions
économiques



des femmes
ont connu une
augmentation
significative de
revenu



des agricultrices
utilisent au moins un service de leur
coopérative ou union

Pourquoi le projet Dou Touloma ?

Dans les zones d'intervention, les agricultrices faisaient face à une combinaison de contraintes : charge élevée de travail de soins non rémunéré, accès limité aux formations et aux services agricoles et financiers, faible participation aux décisions, normes sociales discriminatoires, effets des changements climatiques et fragilités organisationnelles des coopératives.

Le projet Dou Touloma a répondu à ces défis par une approche intégrée : renforcer le pouvoir d'agir des femmes, transformer les relations de genre, améliorer la performance des coopératives et soutenir les organisations de défense des droits des femmes rurales.

Une approche intégrée du changement

1. Femmes actrices économiques

Formations en pratiques agricoles intelligentes face au climat, alphabétisation, leadership, estime de soi, droits fondamentaux et littératie financière.

2. Coopératives plus inclusives

Appui à la gouvernance, à la gestion, aux services adaptés, aux projets d'affaires et à la participation effective des femmes.

3. Institutions et plaidoyer

Renforcement des ASPROFER et de la FENAFER pour défendre l'accès à la terre, aux intrants, aux équipements, aux marchés et aux droits économiques et sociaux.

Ce qui a changé pour les femmes et les familles

- 5 048 agricultrices ont été formées à travers les champs-écoles intégrés, combinant pratiques de production et de transformation climato-intelligentes, égalité de genre, prévention des violences basées sur le genre, estime de soi et connaissance des droits.

- 89 % des femmes ont développé les connaissances nécessaires pour faire valoir leurs droits fondamentaux, notamment sur l'accès à la terre et la prévention des VBG.

- 88 % des agricultrices disposent désormais du temps souhaité pour réaliser des activités génératrices de revenus familiales ou personnelles.

- L'indice de pauvreté multidimensionnelle est passé de 0,380 à 0,261, traduisant une amélioration tangible des conditions de vie.

Des hommes alliés du changement

Le projet a impliqué les hommes, les jeunes leaders et les leaders communautaires afin que l'autonomisation des femmes soit portée par toute la communauté. Cette mobilisation a favorisé des attitudes et des pratiques plus favorables au pouvoir d'agir des femmes, à la coresponsabilité familiale et à la cohésion sociale.

Histoire de changement — Le couple Barry

À Ouassila, dans la région de Ségou, Madani Barry et son épouse Kadja Samaké incarnent cette nouvelle dynamique. Sensibilisé par Dou Touloma, Madani a compris que partager les responsabilités du foyer ne diminue pas sa valeur : au contraire, cela renforce la paix et la cohésion familiale. Il laboure le champ de Kadja pour l'aider à respecter le calendrier agricole, garde leur enfant pendant qu'elle suit les formations au champ-école ou au centre d'alphabétisation, et soutient ses activités génératrices de revenus. Ensemble, ils avancent plus vite, dans la confiance et la solidarité.



Des hommes alliés du changement

- 988 élus et élus des coopératives et unions ont été formés à l'approche PerformCoop sur la gouvernance inclusive, la gestion financière et la gestion environnementale.
- La représentation des femmes est passée de 25 % à 30 % dans les instances décisionnelles des unions mixtes, et de 10 % à 22 % dans les coopératives mixtes de base.
- 70 coopératives et 4 unions ont adopté des mesures pour favoriser la participation des femmes : adaptation des horaires, communication via les radios rurales, révision des statuts et règlements, et mobilisation des hommes comme soutiens.
- 8 modèles d'affaires et près de 100 projets d'affaires ont été appuyés dans les filières riz étuvé, niébé, sésame, échalote/oignon, riz blanc, pomme de terre et arachide.

Histoire de changement La coopérative Tièssiri

La Société Coopérative des Producteurs de Sésame de Kolobo, dite Tièssiri, à Banamba dans la région de Koulikoro, regroupe aujourd'hui 55 membres, dont 35 femmes. Longtemps confrontée à la concurrence d'acheteurs ambulants et au manque de financement, elle voyait ses efforts compromis par des ventes précoces à bas prix. L'appui du Fonds d'Appui Économique (FAE) de Dou Touloma a permis de mettre en place un service d'achat immédiat des récoltes, d'octroyer des prêts de campagne aux productrices vulnérables et de créer un fonds communautaire à taux modéré. En trois ans, les volumes de sésame agroécologique commercialisés sont passés de 15 tonnes à plus de 60 tonnes, avec un chiffre d'affaires 2023–2024 de 36,48 millions FCFA. Aujourd'hui, Tièssiri est un exemple d'autonomisation féminine et de cohésion communautaire.



Un environnement institutionnel plus favorable

Le projet Dou Touloma a accompagné les Association Professionnelles des Femmes Rurales (**ASPROFER**) de Koulikoro, Sikasso et Ségou ainsi que la Fédération Nationale des Associations des Femmes Rurales (FENAFER) dans la planification stratégique, le plaidoyer, la communication et la défense des droits sociaux et économiques des femmes rurales.

- 27 espaces de dialogue ont rapproché les coopératives, les ASPROFER et les alliés régionaux autour d'une stratégie commune de défense des droits.
- 62 coopératives ont établi une collaboration avec les ASPROFER afin de renforcer la représentation des agricultrices.
- La FENAFER a été soutenue dans l'élaboration de ses outils stratégiques, de ses plans annuels et de dossiers de plaidoyer nationaux.

Témoignage

Mme Niakalé Goundo Kamissoko, Présidente de la FENAFER

« Dou Touloma est un projet différent, car il a accompagné la FENAFER du niveau national jusqu'aux coopératives de base. Grâce à cet appui, nous avons renforcé notre visibilité, notre stratégie de communication, notre capacité de plaidoyer et notre autonomie organisationnelle. Les actions menées ont permis de défendre l'accès des femmes rurales à la terre, aux équipements, aux marchés et aux instances de décision. Aujourd'hui, certaines communautés ont octroyé des terres aux groupements de femmes, et des lettres d'engagement ont été signées. Pour nous, Dou Touloma a contribué concrètement à l'autonomisation économique des productrices et transformatrices, et ses effets se ressentent jusque dans nos foyers. »



Investir dans les agricultrices pour transformer durablement les communautés

Le projet Dou Touloma montre qu'en investissant simultanément dans les compétences des femmes, la transformation des normes sociales, la performance des coopératives et le plaidoyer institutionnel, l'autonomisation économique des agricultrices devient un levier concret de bien-être familial, de résilience climatique et de développement inclusif.

De 2021 à 2026, le projet Dou Touloma a transformé une vision « des agricultrices reconnues comme piliers économiques et sociaux » en résultats mesurables. Les femmes ont gagné en compétences, en temps, en pouvoir de décision, en accès aux ressources et en revenus. Les organisations agricoles sont devenues plus inclusives, et les institutions féminines rurales disposent de meilleurs outils pour porter la voix des agricultrices du Mali.

Avec la contribution de donatrices et donateurs et le soutien financier du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Mis en œuvre par l'Alliance agricole internationale : SOCODEVI, CECI et UPA DI.